

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

ASA 23/018/2009

ÉFAI

EMBARGO : jeudi 10 septembre, 00h01 TU

Exigeons la dignité pour les victimes d'expulsions et de conflits fonciers

Ce jeudi 10 septembre 2009, Amnesty International lance sa nouvelle campagne mondiale *Exigeons la dignité* au Cambodge, à l'occasion de la publication de *Losing Ground*, un livre écrit par et sur les communautés touchées par les expulsions forcées et les conflits fonciers.

Cette campagne souligne que la pauvreté représente la principale crise des droits humains dans le monde. Les violations des droits fondamentaux engendrent et aggravent la pauvreté. Les personnes qui y sont confrontées sont exclues des sociétés dans lesquelles elles vivent et des processus de décision qui déterminent leur avenir, et sont en butte à la violence et à l'insécurité.

Le respect des droits humains suppose l'intégration et la reconnaissance du fait que chacun a le droit de vivre dans la dignité et que chacun jouit du droit à l'alimentation, à l'eau, aux soins de santé élémentaires, à l'éducation et à un abri décent.

La campagne *Exigeons la dignité* attire l'attention sur les communautés qui vivent dans des quartiers définis comme des bidonvilles et sur les nombreuses violations des droits humains auxquelles elles sont en butte. Il existe plus de 200 000 communautés abritant environ un milliard de personnes dans le monde.

En Angola, les expulsions forcées privent des milliers de familles de leurs logements. Au Kenya, les habitants des bidonvilles ne participent pas aux phases de planification qui les affectent et n'ont qu'un accès limité aux services élémentaires. Au Brésil, les habitants des favélas, notamment les femmes, vivent dans la violence et l'insécurité. En Italie, les Roms, groupe ethnique minoritaire, sont privés du droit d'accéder aux services publics de santé et autres services sociaux.

Au Cambodge, depuis deux ans, Amnesty International braque les projecteurs sur les expulsions, qui constituent actuellement l'une des violations des droits humains les plus graves dans le pays. Les conflits fonciers, les confiscations de terres et les projets industriels et d'urbanisation, en nombre croissant, touchent presque exclusivement les personnes qui vivent dans la pauvreté.

Les communautés concernées, dont des défenseurs du droit au logement, sont en butte au harcèlement, imputable aux autorités ou à des personnes engagées par des entreprises privées. Les riches et les puissants se servent de plus en plus du système de justice pénale pour réduire au silence les familles qui prennent position contre les concessions et autres transactions foncières douteuses concernant les terres qu'elles cultivent ou sur lesquelles elles vivent. Nombre de communautés pauvres et marginalisées vivent dans la peur des institutions créées pour les protéger, en particulier la police et la justice. Cependant, au fur et à mesure que l'espace public pour débattre des expulsions se rétrécit, les militants associatifs se rassemblent pour porter des préoccupations communes.

Au Cambodge et ailleurs, les personnes qui vivent dans le dénuement doivent pouvoir participer aux processus qui déterminent leur avenir et la campagne *Exigeons la dignité* s'efforce de redonner aux plus démunis la possibilité de raconter leur histoire. Dans le monde entier, elle réunit des militants des droits humains qui font campagne contre l'injustice et l'exclusion. En Espagne, plus de 17 000 personnes ont signé une pétition d'Amnesty International adressée aux autorités cambodgiennes, dénonçant les expulsions forcées. En Australie, les membres de l'organisation ont appelé leur propre gouvernement à user de son influence en tant que donateur et partenaire du

développement pour mettre fin aux expulsions touchant la communauté Groupe 78. Le 30 mai 2009, des jeunes militants se sont rassemblés dans quatre villes des Philippines pour engager les autorités cambodgiennes à mettre un terme aux expulsions. Enfin, au Canada, les jeunes membres d'Amnesty International ont dessiné des centaines de maisons colorées, assorties de messages de solidarité avec les familles expulsées de Spean Ches en avril 2007.

Amnesty International s'est associée à un réseau de communautés cambodgiennes, victimes ou menacées d'expulsions. Leurs histoires, dont certaines sont racontées dans *Losing Ground*, témoignent du fait que les personnes vivant dans le dénuement sont systématiquement exclues des décisions qui les concernent. Ce livre illustre aussi comment les communautés touchées tissent des liens entre elles afin de faire entendre leurs voix.

Alors qu'elle présente sa campagne *Exigeons la dignité* au Cambodge, Amnesty International réitère son appel en faveur de la fin des expulsions et demande à d'autres de la rejoindre. En outre, elle exhorte le gouvernement royal du Cambodge à instaurer un moratoire sur les expulsions massives, jusqu'à la mise en place d'un cadre légal et d'une politique visant à protéger la population contre les expulsions forcées.

Enfin, elle prie instamment le gouvernement de garantir la sécurité des défenseurs du droit au logement – y compris des personnes courageuses qui témoignent de leur expérience dans *Losing Ground* – afin qu'ils puissent agir librement, sans être la cible de mesures d'intimidation, de harcèlement ni de violences dans leur action en faveur du droit au logement.

FIN

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, Royaume-Uni, au +44 20 7413 5566 ou press@amnesty.org.

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, www.amnesty.org.